

France, Société | 25.11.2014 - 11 h 32 | 1 COMMENTAIRES

Karine Espineira: «Les personnes trans' ont tout intérêt à ne pas déclarer leur homosexualité au monde médical»

Publié par [Julien Massillon](#)

Avec Arnaud Alessandrin, la sociologue Karine Espineira est à l'origine de la première étude française sur la transphobie. Entretien.



Sociologue des médias et docteure en sciences de l'information et de la communication, [Karine Espineira](#) a mené avec son confrère [Arnaud Alessandrin une étude sur la transphobie](#) à la demande du Comité Idaho et du think tank République & Diversité. Cofondatrice et coresponsable de [l'Observatoire des transidentités](#), elle se penche depuis plusieurs années sur les questions trans' et notamment la visibilité des personnes trans' dans les médias. À l'occasion de la publication de son rapport sur la transphobie, Yagg l'a interrogée.

Vous étudiez la question de la transphobie depuis plusieurs années. Qu'est-ce qui vous a marquée dans cette enquête? L'un des chiffres massue, c'est que 85% de personnes trans' ont vécu un acte transphobe. Quasiment toutes, donc. Ce qui montre que la transphobie est un fait de culture. Cette étude permet aussi de revenir sur quelques idées reçues. On observe que parmi les personnes interrogées, 23% disent être homosexuelles, 30% se disent hétérosexuelles, 22% bisexuelles et 25% se disent autres. Pourtant, depuis longtemps, les médias ont mis en avant des trans' hétérosexuel.le.s. Or, on est tou.te.s aussi concerné.e.s par les questions liées à l'orientation sexuelle. Au sein des équipes hospitalières qui prennent en charge les personnes trans', il y a même une injonction d'hétérosexualité: les personnes trans' ont tout intérêt à ne pas déclarer qu'elles sont homosexuelles ou bisexuelles car dans le protocole, on estime qu'une orientation sexuelle autre qu'hétérosexuelle pourrait constituer un élément prédictif de l'échec de la transition d'après des témoignages.

Cette enquête sur la transphobie marque une première en France. Y en aura-t-il d'autres pour observer l'évolution au cours des années? Pour l'instant, rien n'est prévu, mais Arnaud Alessandrin et moi sommes là, disponibles pour continuer.

Nous avons fait des appels du pied avec nos recommandations. Maintenant, il revient aux pouvoirs publics ou aux associations d'affiner cette recherche. Cette enquête ne peut pas représenter une fin en soi.

Le rapport a été alimenté en partie par nos thèses de doctorat de 2012 qui nous semblaient pertinentes et on a parlé de la constitution du corps associatif et de la représentation médiatique des personnes trans'. J'avais notamment enquêté en 2009 sur cette visibilité des trans' dans les médias, puis en 2013 sur les personnes trans' et leurs soins en recueillant une centaine de réponses. Il y a aussi eu [l'enquête de l'Inserm menée en 2010 par Alain Giami](#) sur les trans' et la santé sexuelle qui a récolté 384 réponses et disposait de moyens bien plus importants. En faisant cette fois-ci une enquête Internet, on a touché un public jeune très au fait des réseaux sociaux, mais en contrepartie, parmi les répondant.e.s, nous n'avons que 3% de personnes de plus de 60 ans. L'un des enjeux de l'avenir, c'est d'avoir un public plus représentatif. On a senti une volonté politique de recevoir le rapport avec écoute et bienveillance. On souhaite maintenant définir un agenda des répercussions.

Une majeure partie du rapport consiste à définir la transphobie et la transidentité. Pourquoi avoir accordé une telle importance à ce travail de définition? Les définitions existent, mais leur usage pose problème car il s'agit de définitions restrictives: elles servent à opposer les transgenres aux travesti.e.s ou encore aux transsexuel.le.s, et les clivages entre associations reposent parfois sur du vocabulaire alors que sur les revendications un consensus semble avoir été atteint. Les définitions figent la personne trans' dans une catégorie. S'arrêter trop longtemps sur elles, c'est figer les personnes dans leur parcours de vie. Les définitions sont avant tout techniques et doivent servir à délimiter des étapes dans un parcours. Pour ma part, je préfère parler de «transsexe» avec le suffixe -sexe par référence au sexe social, mais surtout pour faire la différence avec «transsexuel.le» qui est un terme médical. De plus, le terme «transsexualité» est rejeté par une grande majorité du mouvement associatif. Mais ces mêmes définitions peuvent aussi devenir maltraitantes. Le terme «transsexuel.le», par exemple, peut définir et décrire un certain parcours mais il n'en reste pas moins ambivalent. Si la définition construit une figure positive et valorisée pour être

opposée à d'autres définitions (transgenre, trans', transidentité, travesti.e) construites dans le négatif et dévalorisées pour disqualifier les personnes, on devine que l'usage est maltraitant.

Mais comment nommer sans normer? Comment définir sans disqualifier? L'usage de certains termes et de leurs définitions est politique. Et tout ce qui est politique engage une responsabilité aussi bien individuelle que collective.

On ne parle pas qu'à ses risques et périls mais aussi à celui des autres. Pour ne pas mal faire, je dois personnellement replacer dans un contexte ces questions et montrer les rouages de ma réflexion en toute transparence. Je dois souvent rappeler que lorsque l'on parle des questions trans', on parle avant tout de personnes que l'on ne doit pas cantonner au statut d'objet. Et cela ne vaut pas que pour les groupes trans'.

Pourquoi est-il si difficile de faire de la recherche en France sur ces questions? La psychiatrisation a été très forte avec la publication de nombreux écrits maltraitants. Aux États-Unis, des études ont été menées dès le début des années 90 par des personnes comme [Leslie Feinberg](#), aussi bien dans le champ de la sociologie, que de la culture et de l'art. En France, à ce moment-là, rien. Il n'y avait pas de mouvement LGBT clairement constitué – le T a été accolé plus tard – et beaucoup de psychanalystes et de psychiatres ont fait loi et ont été publi.e.s avec des méthodologies non critiquées et subjectives, comme [Colette Chiland](#), auteure de [Changer de sexe](#), ou Patricia Mercader, qui a écrit [L'illusion transsexuelle](#). Quand le mouvement associatif trans' a enfin vu le jour, il a fallu agir dans l'urgence face au monde médical, mais les militant.e.s n'ont pas eu le temps et l'énergie d'investir la recherche. On en paie aujourd'hui le retard puisqu'on en est qu'au début des études trans' en France. Heureusement, il y a aussi un pan de la recherche qui n'est pas maltraitant avec Françoise Sironi, auteure de [Psychologie\(s\) des transsexuels et des transgenres](#), ou [Éric Fassin](#) qui a aussi travaillé sur ces questions. Et avec l'Observatoire des transidentités, on cherche à abolir les frontières pour tisser des liens entre l'associatif et l'universitaire, une pratique valorisée au Canada. Faire de la recherche quand on est trans' est aussi un combat: dans mon travail, je dois prouver que ma recherche est aussi valide qu'une personne non-trans'. Nous en sommes encore à devoir prouver que nos productions sont aussi sérieuses que celles des personnes non-trans' et il nous faut démontrer que nous sommes des sujets pensants.

Photo Naïel Lemoine